

POSSIER n°2  
Nanter, Nord

# api

INFORMATIONS  
REGIONALES

HEBDO

n° 29 3 Mai  
dir. B.Lambert 2F 50

## SOCIETES DE GARDIENNAGE



### LA MISERE EN UNIFORME

# LA MISERE EN UNIFORME



Au centre d'entraînement d'une entreprise de sécurité.

Je travaille comme Gardien dans l'entreprise "La Sécurité". J'ai trouvé ce boulot par un copain qui avait travaillé dans la Boite. Il s'était mis en maladie mais il n'avait pas donné sa lettre de reprise de travail à temps. T'as deux jours pour la donner et il n'y a plus pensé - il a donné sa lettre seulement une semaine après. Il avait été balancé pour ça. Mais s'il a été licencié, c'est que le patron tenait à se débarrasser de lui. Y avait une histoire de syndicat que le patron voulait éviter à tout prix.

Moi j'ai un CAP de menuisier mais j'ai bossé un peu partout à la BN, chez Cassegrain et aussi quelques mois dans une tannerie les deux mains dans le soufre... la joie quoi. Au moment où le copain m'a parlé de cette boîte là j'étais au chômage et j'avais hâte de travailler. J'ai trouvé cette boîte là. Les gars qui bossent avec moi c'est souvent des paumés des gars qui ont toujours été dans la merde, soit qu'ils n'ont pas travaillé avant, c'est leur premier emploi, soit qu'ils ont été chômeurs pendant pas mal de temps et qu'ils en ont marre.



La Boite c'est "La Sécurité" du gardiennage un peu partout.

Par exemple, ça veut dire garder au MIN: faut surveiller - les dockers pour empêcher qui passent de la camelote... tu te fais traiter de pédale, de SS, y a même un gardien qui s'est fait tabasser pour un sac d'oranges... - c'est aussi garder dans les entrepôts, au dépôt UNICO par exemple, c'est garder les usines avec des mouchards que tu relèves, tu passes, tu donnes un coup de clé.

- A Neptune c'est garder les parkings pour voir s'il y a pas de casse, de bagarre... c'est aussi surveiller dans les WC pour surveiller s'il y a pas des pédales qui sont dans les chiottes. Faut que tu les vides, c'est prévu dans le boulot. Et puis il y a les dépôts Pétroliers à la Roche-Maurice. Faut garder les cuves de pétrole pour empêcher que quelqu'un ne rentre. Depuis le truc de la bande à Baader ils avaient craint que ça se passe à Nantes. Faut dire à Nantes c'est un dépôt de pétrole important. Et puis depuis que les bureaux de Shell ont sauté à Rennes, ils ont eu peur que ça fasse pareil à Nantes. Ça fait qu'il y a une surveillance particulière - y a 4 gars au lieu de 2 aux bureaux de la Shell.

Ça fait des mois de 219 h de boulot, sans compter le transport. En plus faut se servir de sa mobylette personnelle pour faire les rondes, c'est quand même pas normal. Au dépôts de pétrole, faut aller d'ESSO à FINA, de FINA à BP, de BP à MOBIL.



PAYE DE MISERE

La dedans on bosse pour 7,45 de l'heure, c'est sur le tarif du SMIC mais ils t'enlèvent du fric pour gérer des fonds de je sais pas trop quoi... Le dernier mois j'ai eu une paie de 1680,- F pour un peu plus de 54 h par semaine.

Y a 5 à 6 Sociétés sur la même base de tarif de paye à Nantes. Faut dire aussi que c'est différent des boîtes de gardiennage qui font des transports de fonds; eux ils ont plus de risques et ils ont le port d'arme. Nous on a juste un petit pistolet de 10 cm de long, pas plus. Y a 5 balles: une 1ère balle à blanc une deuxième lacrymogène et les 3 autres sont des balles réelles. Grosses comme un crayon, tu pourrais tuer avec ça.



Dans la lettre d'engagement y a écrit:

1. - La Société se réserve le droit de mutation de tout son personnel, selon les besoins du service.
2. - Tout manquement à un membre de la Société ou à un supérieur sera suivi d'avertissement pouvant aller en cas de récidive jusqu'au renvoi sans préavis et sans indemnité.
3. - Tout gardien surpris à dormir pendant l'exercice de ces fonctions sera licencié immédiatement sans préavis (...)
4. - Tout gardien en possession d'un poste émetteur-récepteur doit répondre à tous messages dans les secondes qui suivent sous peine de renvoi immédiat; il doit avertir le PC à la prise de service.



Dans une autre lettre qui équivaut à un contrat (ils t'en envoient 2 que tu signes et faut leur renvoyer un exemplaire), il est aussi noté :

1. - Tout service quel qu'il soit qui n'est pas pris à l'heure, si le gardien n'avertit pas de son retard dans les 20 minutes, par téléphone, une sanction sera prise par une mise à pied de 8 jours et par une mise à la porte à la deuxième récidive.

2. - Tout gardien qui pour quelque motif que ce soit ne peut pas prendre son service doit avertir la société un minimum de 3 heures à l'avance sinon la société se réserve le droit de licenciement sans que le gardien puisse prétendre à une indemnité quelconque.

Le patron c'est un ancien adjudant-chef de l'armée D'une part et un ancien gardien qui a travaillé chez Sécuritas. Il mène la boîte comme il veut s'il en a marre d'un gars il le balance pour un motif quelconque (l'heure ou est pris le service, l'uniforme...)

LES HORAIRES

Les horaires c'est atroce quand tu fais 219 heures dans un mois. Y a même un gars qui a fait 325 h dans un mois. Il a dû gagner quelque chose comme 2400 F - quelque chose comme ça. Ah, il était content y disait c'est une question d'habitude... C'est de la folie, c'est pas pareil. Et puis, ils te font travailler, t'as pas le choix de refuser.

Par exemple, un vendredi je bosse de nuit de 19 h à 7 h du matin, et je rembauche le même jour samedi matin de 14 h à 19 h. Ca fait juste 7 h pour récupérer. Si t'enlèves 2 h, le temps pour bouffer, et te laver et le temps de transport, il reste pas lourd pour dormir...

A la "SECURITE" le nombre d'employés varie entre 15 et 20. Mais y en a qui restent 1 jour, 2 jours ou qui partent au bout d'une semaine. Un jour au dépôt Shell - j'ai eu le temps de compter le nombre de gars qui ont assuré le service en 7 à 8 mois: y en avait une quarantaine. Ca veut dire que les mecs ils restent pas dans la boîte. Le chef du personnel joue le dessus, le patron aussi: ils savent que c'est ça ou le chômage et ils tiennent les gars.

Y a des gars qui s'étaient plaint pour le tarif horaire, mais directement à l'Inspection du travail. Deux fois l'inspection du travail est venue, mais elle a été mise à la porte de la boîte.

La boîte a été radiée pendant un moment de 2 agences pour l'emploi Nantes-Chateau et au Champs de Mars et puis de Rezé récemment

Mais je sais pas comment ça se fait, mais ils ont réussi à remettre des annonces. Je cherchais du boulot et à l'ANPE ils m'ont proposé pour le même boîte "LA SECURITE". J'ai dit ça va c'est pas le peine, c'est là où je suis en ce moment.

Comme c'est une petite boîte, les gars se tiennent à carreau - avec les gars y a certains contacts mais ils feront pas le 1er pas pour se plaindre ou se bagarrer. Ils ont peur de perdre leur emploi, ils gueulent pas. On est isolé là-dedans. Y a des lèche-cul aussi, c'est écoeurant...

L'autre jour c'était dimanche 9 avril, je devais prendre le boulot de 2h 15 à 17h 15. C'était pour un doublage de gars à Shell ils avaient peur que les bureaux sautent à Nantes.

Ca faisait quinze heures de rang. D'habitude on faisait pas plus de douze heures. Y avait jamais eu ça. J'ai refusé le service, j'ai dit au Chef de service qui est venu chez moi me chercher: Pas question de prendre le service vu le nombre d'heures qu'on fait et puis la fatigue et en plus on gagne que dalle.

Suite à ça, j'ai reçu une lettre de mise à pied de 8 jours. Ca aussi, c'est pas réglementaire normalement. C'est seulement trois jours, je crois.

C'est écoeurant, que veux-tu faire contre des patrons comme ça, ils manoeuvrent les gars comme ils veulent. Si ça leur plait pas, voilà ce qui t'arrive: mise à pied 8 jours.

Suite à ça, y a pas eu de réaction des gars. Y a pas vraiment de solidarité entre les gars, c'est personnel, chacun pour soi. Faut pas que tu ouvres trop ta gueule.

J'ai vu un gars de la CFDT mais il ne peut rien faire y a pas de Syndicat dans la boîte. Il a essayé de faire quelque chose contre la mise à pied de 8 jours au lieu de 3 normalement mais c'est trop tard maintenant. J'ai fait les jours.

Mais les patrons ne gagnent pas toujours.

un gardien

# THIRIET CATTIN

## CA VOUS DIT QUELQUE CHOSE ?

- Petit à petit le silence se fait autour de cette entreprise métallurgique, la plus importante de La Baule, mise en liquidation par le Tribunal de St. Nazaire, depuis le 9 juin 77, par suite d'une mauvaise gestion de la direction. Celle-ci pour réaliser des profits maximum, n'a pas hésité à bloquer les investissements (cf. APL no. 1).

- A l'entrée un panneau annonce la couleur: "Thiriet Cattin: 220 jours d'occupation". Depuis septembre 77 les ouvriers occupent 24 h / 24 leur usine en attendant que le patronat trouve une solution. Mais les acheteurs se font rares.

- Les ouvriers refusent leur licenciement, estimant que la boîte peut marcher, et puis 140 emplois dans une région comme La Baule ce n'est pas négligeable.

- Alors, on s'installe dans une guerre de tranchée.

- Le patron ne cède pas

- les ouvriers occupent par petit groupe de 5 ou 6, ce qui évite des gardes trop fréquentes.

- Le moral n'est pas atteint, avec 90 % du salaire on peut tenir le coup, ... mais en septembre 1978?

A P L

# COLLECTIF ANTI GAMIN

En janvier dernier, un Comité se constituait pour s'opposer à l'application du système GAMIN (Gestion Automatisée de la Médecine Infantile).

Ce système de mise en fiche par ordinateur de tous les nouveaux-nés et nourrissons et leur classement selon leur état de santé, mais aussi selon les renseignements sociaux et économiques recueillis sur la famille constitue une grave menace pour les libertés individuelles et collectives.

Ceci continue d'être expliqué et dénoncé dans les nombreuses réunions de quartier organisées par les associations membres du Comité.

Mais un nouvel élément vient d'attirer l'attention du comité et de susciter des questions de la part de nombreux parents :

les visites médicales systématiques des enfants de première année d'école maternelle du département auxquelles les parents commencent à être convoqués avec leurs enfants.

Le comité tient à faire savoir aux parents concernés que ces examens médicaux ne rentrent pas actuellement dans le cadre du système GAMIN, et que les fiches remplies à cette occasion par l'institutrice et le médecin ne sont pas traitées par ordinateur.

Cependant, le comité tient à mettre en garde contre les risques qu'il y aurait de voir ces bilans de santé, particulièrement utiles à cet âge, devenir une étape supplémentaire du système GAMIN, faire l'objet d'une information et devenir ainsi la charnière entre le fichier GAMIN et le dossier scolaire mis en place par la réforme HABY.

Ceci ne ferait que figer les informations recueillies sur l'enfant dans une période où les évolutions peuvent être très rapides et n'aboutirait qu'à enfermer les enfants dès le départ dans les filières de l'échec ou de la réussite scolaire.

C'est pourquoi, le comité demande aux parents de contrôler précisément, lors de cette visite médicale, les renseignements qui sont inscrits sur la fiche de l'enfant.

Collectif anti-GAMIN, CNTS, SMG, CGT Enfance Inadaptée, CSCV, CSF, Cornec, Ecole Moderne, Interco Santé, STEP, SGEN-CFDT, UNEF, APECAN (parents d'enfants en crèche) ..

# Construction navale

ST. NAZAIRE

- La Navale connaît bien des difficultés depuis quelques temps, alors il faut se tourner vers les solutions d'avenir.

L'Avenir, où est-il?

- Eh bien, on vous le dit partout: dans le nucléaire.

- Après les ACB, les chantiers de St. Nazaire se tournent de ce côté et on prépare hardiment les plans du futur navire à propulsion nucléaire.

- Les Chantiers feront la coque et la tartine, Alsthom se charge du réacteur nucléaire. Et l'assemblage se fera, dit-on, à St. Nazaire.

A suivre...

A P L



Sauvegarder nos industries locales.

## OBJECTEURS INSOUIS

-100 procès depuis 3 mois  
-des peines de prison ferme

Le C.L.O. du Mans propose un week-end pour les objecteurs et sympathisants de l'ouest, ceci après la réunion nationale contre la répression de Lyon, samedi 6 et dimanche 7 mai (à partir samedi 14 h)

Lieu: 7, rue Auvray au Mans près place préfecture; réunion mercredi soir 20h 30 57, rue des Hauts Pavés pour les intéressés de la région Nantaise.

# LES MARCHANDS D'HOMMES

## EN AGRICULTURE

### OUI, CA EXISTE EN 1978

1) Un paysan de MAYENNE doit vider ses poulaillers. Pour pouvoir faire ce travail il lui faut se libérer de ses tâches habituelles (soins du bétail), et donc trouver de la main d'œuvre, de préférence pas chère, pour le remplacer. Il fait appel au Service de Remplacement de la C.A.N.A. qui lui envoie une vachère, dont voici les conditions de travail:

- elle sera logée dans la maternité des vaches (les murs neufs suintent de partout; il n'y a ni chauffage, ni sanitaire)
- elle va travailler pendant 1 mois par jour, y compris les week-ends de Noël et du Jour de l'An, tout cela pour un salaire net de 1 000,00 F.

2) Un autre paysan (100 hectares, 40 vaches laitières, 70 taucillons, des céréales) emploie un vacher à temps complet. Sa femme étant enceinte, la Mutualité Sociale Agricole peut lui payer 15 jours de remplacement, juste au moment où sont blé doit être semé, et, où il aurait besoin pour cela de son vacher permanent. Il fait appel à la CO.LA.RE.NA qui envoie un Vacher de Remplacement.

Malheureusement, au bout de 2 jours le temps étant trop mauvais pour semer, le Vacher de remplacement est renvoyé. La semaine suivante, le vacher revient. Il est à nouveau sur le point d'être renvoyé, mais le temps s'améliore, il restera 14 jours.

La main d'œuvre, nécessaire aux semailles, n'aura pas coûté cher! (50,00F par jour)

### qui sont ces nouveaux serfs ?

Ces vachers de remplacement sont;

- soit des aides familiaux qui se constituent de la sorte une réserve d'argent de poche;
- soit des jeunes vachers-pochers qualifiés, mais chômeurs.



Les conditions de travail sont déplorable:

- ils n'ont aucune garantie d'emploi, ni de salaires, étant payés à la journée de placement. Dans ces conditions, un Salaire Mensuel Moyen de 1 000,00 F, c'est un maximum.
- ils sont astreints à des déplacements longs et fréquents, qui ne sont que peu ou pas du tout remboursés.
- ils ont des horaires de travail allant de 12 à 13 heures, et même 14 ou 15 quand ils ont de longs déplacements.
- ils ne bénéficient d'aucune convention collective, même la loi n'est pas appliquée: 95,00 F pour 12 ou 13 heures ça fait loin du S.M.I.C.
- pour pouvoir obtenir une couverture sociale minimum, ils doivent, en plus de leur travail, et encore du chômage etc.;;

### CANA COLARENA marchands d'hommes

- dans cette exploitation scandaleuses des vachers de remplacement, la C.A.N.A. et la CO.LA.RE.NA sont maîtres d'œuvre, jouant le rôle de véritables boîtes d'Intérim; et utilisant ces services de remplacement comme moyen efficace de concurrence. Les industries privées s'engagent dans la même voie. Mais, la CHAMBRE D'AGRICULTURE (S.U.A.D.) porte aussi une grave responsabilité, puisque c'est elle qui distribue les subventions de l'A.N.D.A. sans aucun contrôle de leur utilisation

### ce que nous exigeons

- des emplois à plein temps pour les vachers de remplacement;
- des conditions de travail décentes: respect des qualifications, durée du travail, déplacements etc.....

- une véritable Convention Collective;

MAIS AUSSI:

- l'organisation d'un service de remplacement départemental sous contrôle strict de la CHAMBRE D'AGRICULTURE (subventions ANDA) et de la MUTUALITE SOCIALE AGRICOLE (remplacements congés maternité) qui garantirait les conditions de travail des vachers, et qui permettrait une répartition plus juste des subventions entraînant une plus grande utilisation du service et donc, un plus grand nombre d'emplois.

CFDT

S.D.S.A

## NOZAY soutien à la famille Rabut

A la fin novembre dernier un huissier sous la protection de la police, procédait à la saisie des moyens d'exploitation de M. André RABU, fermier à l'Hotel Dabbet (NOZAY). La famille Rabu, qui compte 8 personnes, était ainsi privée de ses moyens de vivre.

Cette affaire est loin d'être réglée, un comité de soutien à la Famille Rabu s'est créé, il regroupe aujourd'hui quelques 200 personnes d'origines et d'opinions diverses réparties sur une quinzaine de communes.

Le comité n'est pas resté inactif:

Il est intervenu auprès du préfet pour demander une entrevue et mettre en garde les autorités contre toute mesure d'expulsion.... A ce jour, le préfet n'a donné aucune réponse...

Sur le plan juridique, le Comité souligne que les droits de Madame Rabu au bail restent entiers, la cour d'appel de Rennes a été saisie d'une requête dans ce sens...

A la mi-mars, le comité de soutien a écrit à la propriétaire de M.A. RABU pour réaffirmer les droits de la famille RABU. Il s'est étonné que les fermages réclamés par la propriétaire aient été calculés sur la base de 47 ha voire 48 ha alors que l'exploitation de l'Hotel Dabbet n'a qu'une superficie de 43ha, 53a, 92ca!

Enfin, un projet de relance économique de l'exploitation est en cours, des mesures de financement sont envisagées.

"L'affaire Rabu" a eu écho jusqu'à l'Assemblée Nationale où M. Ballanger est intervenu auprès du ministre de l'Agriculture sur cette question.

Sur le terrain, la solidarité se développe: des membres du Comité de soutien viennent donner "un coup de main" sur l'exploitation, l'un entre eux a même fait un prêt gracieux d'animaux.

Le comité de soutien continuera et renforcera son action afin que le bon sens et l'équité l'emporte: pour que la famille Rabu conserve son exploitation et ses moyens de vivre.

Le comité de Soutien à la Famille Rabu

Pour toute aide financières envoyer à Louis Friot  
Vay 44170

## LES JOYEUX ENQUETEURS ... ... DU RECTORAT

Une pratique que nous qualifierions de crapuleuse pour rester poli, semblerait se multiplier et se systématiser dans le milieu de l'Education Nationale.

Celle-ci concerne les surveillants des lycées, collèges et C. E. S. de l'enseignement public.

Il s'agit d'enquêtes faites par le Rectorat, auprès des profs sur les étudiants salariés qui n'auraient pas apporté satisfaction dans leur établissement.

Entendez, ceux dont la note administrative a été baissée par rapport à l'année précédent.

Cela concernerait au moins ceux qui - soucieux de leurs droits - auraient fait un rapport au rectorat sur les conditions de travail et "l'ambiance" régnant dans leur bahut, afin que soit révisée la note jugée inadéquate.

Il faut dire qu'une certaine psychose règne dans plusieurs boîtes dont nous taisons les noms aujourd'hui pour raison tactique (les intéressés sont trop au courant).

Bref, si cela peut paraître compliqué pour tous ceux qui ne vivent pas cette triste réalité; il n'en reste pas moins que cette pratique - qui tend à ailleurs à se multiplier et à s'étendre dans tous les secteurs et qui s'appelle le flicquage doit être absolument dénoncée et violemment combattue, d'autant plus que nous n'en connaissons pas les limites. A quand le joyeux enquêteur qui vous reveillera chez vous pour voir avec qui vous vivez. Cet agent innocent aura beau discuter le coup avec vous autour d'une bouteille de rouge, où se faire enculer par le plus courageux des locataires. La pratique restera et existera.

Pour revenir à nos moutons, disons que nous connaissons la trop fameuse loi Haby qui prévoit de supprimer cette catégorie de personnel. Chacun sait que, pour un étudiant dont le Papa (ou la Maman) n'a pas de fric à gaspiller, le pionicat est un des seuls moyens pour continuer des études.



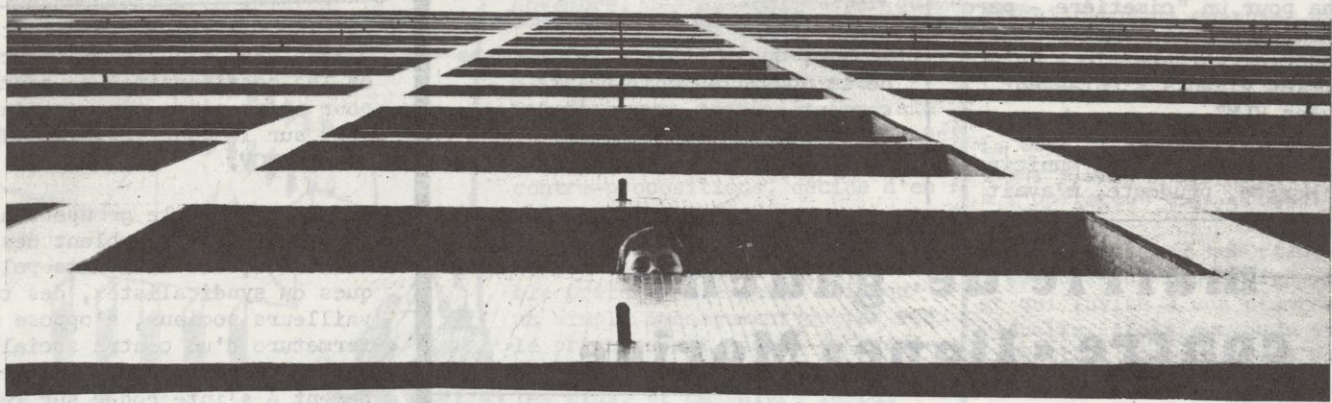
Si la Fac devient un milieu irrespirable et si ces études deviennent absurdes, il n'en reste pas moins que nous ne nous laisserions pas enculer pas plus qu'ailleurs où ce n'est pas le paradis (sinon va).

Tout ceci pour au moins mettre au courant les gens concernés et dans l'immédiat leur fournir un point de ralliement pour riposter très rapidement: écrivez, dès que vous avez connaissance de ce problème à l'APL (écoles...).

Correspondant A P L

DOSSIER POS

DOSSIER POS



L'urbanisme sauvage des années 1970 a complètement fait faillite: "Nantes Nord" en est l'exemple vivant (ou mort). Maîtriser l'aménagement d'accord mais pour en faire quoi ? Bâtir, dans le secret, "Le Nantes de l'an 2 000", métropole de l'Ouest et phare de la façade atlantique" ou bien satisfaire, sous leur contrôle, les besoins des habitants ? Deux conceptions de la gestion locale qui s'affrontent nettement à propos du contenu du plan d'occupation des sols de NANTES NORD.

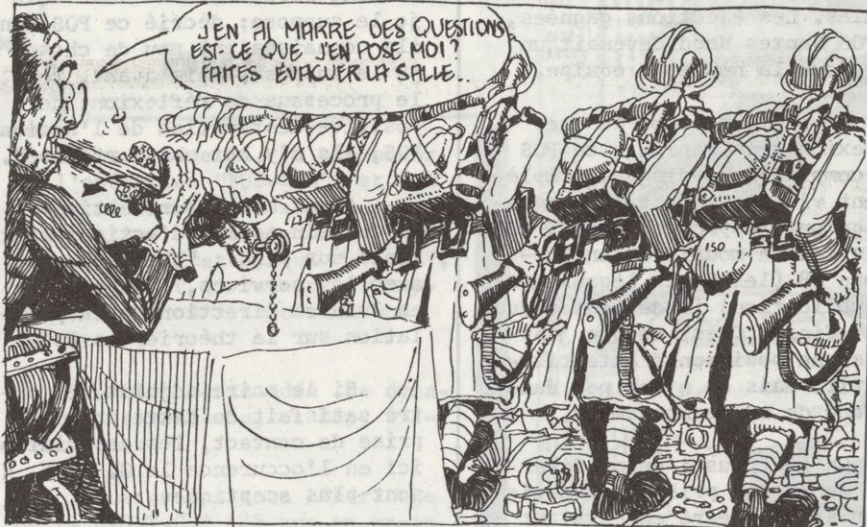
**operation P.O.S. secret**

Elaboré dans le secret des cabinets d'architectes et des services municipaux, le POS Nord légué par André Morice est le premier et le seul à avoir été publié, en Septembre 75. Depuis cette date, l'ancienne municipalité l'avait "mis au frigidaire", l'optique était claire : un certain mystère au niveau de l'élaboration des documents et puis, surtout, aucune préoccupation de d'enquête publique. On attendait que les autres POS soient publiables pour faire le strict minimum légal.

Une petite annonce dans Presse-Océan ou Ouest-France, le dossier dans un coin sombre de la Mairie Centrale (le plus loin possible des habitants concernés) le délai minimum légal, 10 jours. Et puis, on n'en parlerait plus, on enterrerait. On pourrait passer aux choses sérieuses.



**2° " du vieux P.O.S. faisons table rase "**



**un urbanisme penetrant**

Nous reviendrons plus loin sur le détail de ce 1er POS. Essayons ici d'en tracer les grandes lignes, d'en dégager, si l'on peut dire, la "philosophie"...

Ce qui frappe tout d'abord c'est qu'il est basé sur des données fausses. Les gens qui l'avaient cogité étaient partis du S.D.A.U. (Schéma Directeur d'Aménagement et d'Urbanisme de l'Agglomération Nantaise) qui prenait en compte les courbes de développement démographique de l'époque : 1 million d'habitants à Nantes en l'an 2 000. Pas moins.

Les événements ont prouvé depuis que ces prévisions étaient complètement farfelues... Il faut dire qu'à l'époque les "aménageurs" prenaient souvent leurs

désirs pour des réalités. Gérer 1 million d'âmes, quel frisson ! Mégalomanes.

Un schéma de voirie automobile très développé et accordant la priorité des priorités à l'accès au centre ville. Un enchevêtrement de rocade, d'autoroutes, de pénétrantes, de percées: l'automobile reine, le centre roi. Par contre, aucune amélioration des voies desservant le quartier. Une augmentation très forte de la population par "densification" des espaces encore constructibles, les HLM aux abords des échangeurs, des immeubles de standing, "intégrés au paysage", au bord de l'Erdre, à la Jonelière. "Front de mer" pour les cadres, "Front de rocade" pour les autres.

De grands "équipements" d'intérêt "général" pour la métropole mais sans intérêt pour la vie du quartier : universités, prison, cimetière, etc...

Comme le resume bien une affiche des habitants : un urbanisme au profit de l'automobile, des promoteurs, et ...des morts ! "70 ha pour un "cimetière - parc" où l'on allonge les morts dans un cadre de verdure alors qu'à côté, les vivants s'entassent dans les HLM".

Dur à avaler ! La municipalité Morice, prudente, n'avait

rien dévoilé aux habitants : on avait insonorisé les bureaux. Après le coup de balai des municipales 1977, la réalité apparaissait enfin, inacceptable. Mais comment l'information est-elle passée, quels étaient les projets de la nouvelle municipalité, comment se sont organisés les habitants ? Autant de questions à éclaircir.

## mairie de gauche contre « ligne » Morice

Quelques fortes idées dans les programmes électoraux au moment des municipales. "Contre l'urbanisme du secret, élaboration au grand jour des POS par des comités de cadre de vie assistés d'un atelier public d'urbanisme".

Critique d'un urbanisme dépassé, de la pénétrante Nord, des rocadés, dans les réunions. Voilà pour la campagne des municipales. Les élections gagnées, le POS Nantes Nord devenait un test pour la nouvelle équipe.

"Ici s'est élaborée une réflexion très rapide : ce POS est complètement dingue, complètement vide, ce n'est pas pensable qu'on l'approuve. Alors, soit on le laisse mourir et en Septembre 78 (les 3 ans légaux après la publication) il devient caduc. Point final. C'est ce que j'appelle une position d'attente positive. Mais ce n'est pas dans le fond de mon tempérament.

On peut aussi en profiter pour avoir une prise de conscience au second degré en essayant de faire un peu de pédagogie, parce que c'est de l'information et dieu sait si les gens en ont besoin.

On s'est dit après tout : profitons de ce POS publié que

nous allons abattre pour démar- rer un processus de réflexion contraire".

Bonduelle (Maire adjoint chargé de l'urbanisme)

Pour Bonduelle cette démarche est antérieure à l'intervention des associations.

"Honnêtement, est-ce qu'ils avaient réfléchi dans leur coin ? je le suppose; décrié ce POS dont ils connaissaient peu de choses ? je le suppose. Mais avant, tout le processus de réflexion, de positive destruction de l'ancien POS, ils n'y ont pas participé".

Avant la coupure estivale, un certain nombre d'actions sont mises sur pied : "brainstorming" avec les services, 4 expositions en Juin en direction de la population sur la théorie des POS.

Si le maire adjoint se montre satisfait de cette première prise de contact, les associations ici en l'occurrence le G. A. N. N. sont plus sceptiques :

"L'information des habitants n'a pas pris tant que la mairie l'a assurée seule. Ce n'est que lorsque les associations sont entrées en scène que la mobilisation a commencé".

## ASSOCIATIONS

En réalité les habitants de Nantes Nord n'avaient pas attendu les gestionnaires de gauche pour s'organiser une association deux sur le quartier, le GANN et la CSCV.

Dès 1975, le groupe d'action Nantes Nord, rassemblent des habitants, des militants politiques ou syndicalistes, des travailleurs sociaux, s'oppose à la fermeture d'un centre social. Cette démarche les conduit rapidement à s'interroger sur leurs conditions de vie. Ils réclament et obtiennent la prolongation d'une ligne de bus vers le Bout des Landes. Ils exigent la préservation ou la création d'espaces verts. En 1976, le montant des impôts locaux provoque une levée de boucliers. L'idée de dégrèvements est lancée, avec succès, puisqu'une pétition, envoyée au maire, recueille 1500 signatures. Pourtant, faute de s'étendre à un autre quartier l'action s'enlise mais les habitants ont parfois obtenu des délais de paiement et surtout ils ont pris l'habitude de payer en retard, d'eux-mêmes. Citons encore la venue de Paysans Travailleurs pour vendre des produits et discuter, l'opposition au licenciement d'un travailleur social, le soutien aux jeunes du quartiers inculpés, les Petits Moulots.

La Confédération Syndicale du Cadre de Vie ( C.S.C.V. ) est d'implantation assez ancienne. Centrée surtout sur La Boissière, elle s'est étendue peu à peu sur les nouvelles cités H.L.M. Elle se bat sur plusieurs fronts: logement, santé ( elle est signataire de l'association des centres de soins infirmiers ), consommation ( cf. l'opération "LECLERC-handicapés", A.P.L. n°18 ) et éducation ( réforme Haby, dossier: GAMIN, fichier scolaire ).

C'est surtout dès que le contenu du POS est connu que les deux associations se rencontrent à l'initiative de la CSCV qui avait, dès Mai 1977, organisé une réunion d'information sur le POS à MALA-KOFF.

Le travail de mobilisation et de contestation, tout naturellement, s'organise en commun.

## ça bouge

"Préserver et aménager ce qui reste de leur environnement", tel est le moteur de l'organisation des gens du quartier.





DOSSIER - POS NANTES - NORD

Tout de suite, GANN et CSCV marchent ensemble, et c'est un collectif d'animation de 20 à 30 personnes qui va impulser le mouvement de contestations



*Démolir les vieilles maisons, agrandir le Prisn et la prison, faire et défaire c'est toujours gâcher du béton...*

Dans la 1ere quinzaine de Novembre, ces assemblées par quartier dressent la liste de leurs revendications et observations, élisent des délégués. Le 18 Novembre, une Assemblée Générale du quartier (près de 200 personnes) commence à analyser toutes les contre-propositions, décide d'en faire une synthèse.

Puisque la municipalité semble prête à aller plus loin qu'un simple aménagement du 1er POS le principe est adopté de provoquer une réunion publique avec les élus, et de suivre le bus exposition qui va bientôt sillonner le quartier pour recueillir les observations des gens.

C'est de là que datent les premières rencontres entre les Associations de quartier et les représentants de la Mairie. Si ces derniers estiment que c'est à partir de ce moment qu'"on a cheminé de concert", le GANN et la CSCV se montrent plus critiques, plus méfiants, par rapport à l'opération bus - POS.

"C'est mieux que rien, mais c'est une information incomplète, et qui invite à une démarche individuelle, alors que nous avons travaillé, nous, dans un esprit collectif".

D'emblée, ils se refusent à

\* Compagnie Nantaise de Transp. en Commun

## rencontre à l'arrêt d'un bus

Pour Bonduelle, le promoteur de l'opération "BUS-POS", et qui avoue n'être intéressé que par l'urbanisme "opérationnel", celui qui est "efficace", qui "avance", il s'agissait d'"avoir les moyens d'aller où il voulait: voir les gens".

Traduire cette idée de dynamique, de véhicule, et hop, l'idée germa:

"Nous avons tout l'héritage de la C.N.T.C.\* 125 bus en train de croupir sur leur pneus, alors pourquoi pas?"

La mise en oeuvre de cette exposition itinérante ne va pas sans difficultés, sans blocages. Nombreux sont ceux qui, au sein de la nouvelle municipalité de gauche, n'y voient qu'un gadget, une opération de prestige. Bonduelle se refuse pourtant à analyser cette opposition en terme de rivalités politiques, de conceptions différentes de l'urbanisme au sein de diverses composantes de l'Union de la Gauche.

Il préfère n'y voir que l'affrontement entre un "tempérament imaginaire" et les "habitudes plus casanières de certains

Quoi qu'il en soit, l'affaire est emportée: un bus bleu et blanc, avec panneaux explicatifs, sillonnera le quartier Nantes-Nord de la fin novembre jusqu'à Noël. Les 18 stations du bus POS...



passer pour les "colporteurs" de l'action municipale. Ils installent leurs propres panneaux à quelques pas du bus. Et c'est devant leur exposition, et non à l'intérieur du bus, que s'engagent les discussions, auxquelles viennent se joindre alors les élus.

De la simple exigence d'aménagement de détail, du redressement des situations les plus scandaleuses, des cas limites, les habitants en viennent très vite à la contestation globale du Plan d'Occupation des sols, jugé inamendable.

C'est à un mouvement parallèle que l'on assiste de la part de la nouvelle municipalité de gauche. Elle a choisi de faire du POS Nantes Nord un exemple de sa nouvelle politique et des rapports qu'elle veut entretenir avec les gens. Alors, si au départ elle n'est prête qu'à de légères modifications du POS Morice, elle doit bientôt accepter de remettre en cause globalement ce POS et proposer d'en élaborer un autre tenant compte des aspirations des habitants du quartier.

Ceux-ci ne perdent pas de temps. Premières réunions d'information en Octobre dernier, devant plus de 100 personnes. Un succès. Mais on n'y trouve pas une représentation fidèle de l'ensemble composite qu'est Nantes-Nord.

La décision est prise de tenir toute une série de réunions de travail dans 8 petits quartiers qui dessinent ce "patch-work": Boissière; St François d'Assise; Chêne des Anglais; Bout des Pavés; Bout des Landes - Bruyères; Jonelière; Petite Sensive - Rivière; Baut - Petit-Port; et Côte d'Or - Pont du Cens.

Tirant le bilan de ce mois d'itinérance, CSCV et GANN constatent que le bus est bien peu souvent passé dans les quartiers populaires. Ils organisent eux-mêmes une nouvelle information dans les cités H L M.

Plus globalement, ces méfiances et critiques vont dans le sens d'une volonté de contrôle et d'autonomie de la part des habitants du quartier. Dès les premières prises de contact, ils refusent d'entrer dans le moule des "groupes de travail" et autres "commissions extra-municipales".

"La démocratie locale ne se décide pas à la Mairie, elle se réalise sur place".



Les élus allaient bien vite regretter ce dernier engagement. L'"incident de parcours" qui en résulta fut bien près de faire clapoter toute la mécanique de cette concertation qu'ils voulaient exemplaire.

Pour Mr. Bonduelle, c'est un malentendu:

"Les gens ne se sont pas rendus compte de la lourdeur de l'outil administratif et des délais inhérents à ce type de travail. Ils nous ont demandé fin décembre une réponse pour début janvier, ce que nous avons accepté pour ne pas rompre le contact. Ce qu'ils ont reçu, c'est une modalité de fonctionnement, un premier jet. Ils ont pris ça pour une réponse définitive... Je pense qu'on aurait du faire l'économie de cette étape intermédiaire".

Si les représentants du quartier ont dans l'ensemble assez bien accepté ces explications, jugeant qu'il y avait effectivement "maldonne", certains continuent à avoir des doutes. Ils parlent de conflit entre les services techniques de la Mairie, qui avaient déjà élaboré l'ancien POS et qui ont répondu comme à leur habitude, et les nouveaux élus municipaux. Devant ce croc-en-jambe en pleine campagne électorale pour les législatives, Bonduelle aurait depuis repris en main les services en question.

Bon an - mal an, les contacts ont repris entre associations et décideurs, la concertation un moment grippée s'est remise en branle. Ce va-et-vient continu de discussions, échanges de correspondance, réunions, d'élaboration commune, de critique aussi, de mobilisations, de prises de gueule, pour faire aller la Mairie plus loin et plus vite, ont abouti à la réalisation d'un contre POS, reprenant, aux dires mêmes des habitants du quartier, assez bien l'ensemble des désirs et des revendications qu'ils avaient exprimés depuis l'automne dernier.

A suivre

## la maldonne?

Dans cet esprit, les associations refusent d'aller porter leurs revendications à la Mairie Centrale: C'est aux élus de se déplacer devant les Assemblées Générales de Quartier. Ce sera chose faite le 15 décembre à la Maison des Jeunes de la Géraudière.

Devant 200 personnes, les représentants de la Mairie prennent un certain nombre d'engagements:

"Nous avons choisi d'élaborer un Contre-POS, le 1er étant inamendable, en engageant une procédure de consultation des habitants. Au moment de l'enquête publique sur le 1er POS, nous remettrons au Préfet notre Contre-POS qui sera l'expression de notre volonté municipale et de vos besoins".

Une position sans-ambiguïté contre la rocade; L'engagement de construire une crèche, la promesse de répondre dès début janvier au document de synthèse élaboré par les habitants.

Lorsque les associations reçoivent, à la mi-janvier les commentaires de la Mairie au document de synthèse, la déception est grande. L'heure n'est plus à une concertation aimable et bien huilée. Leur réponse prend la forme d'une lettre ouverte assez sèche qu'ils font publier dans la presse locale:

"Sur 45 propositions des habitants, vous n'avez répondu favorablement que sur 3 (...). Bien peu de choses acquises (...). Pour une municipalité qui se targue d'être à l'écoute des habitants et des associations, le bilan est maigre. Aussi, les habitants espèrent que le Contre-POS apportera des éléments plus conséquents que cette première réponse".

Les associations jugent la position écrite de la Mairie bien en retrait par rapport à ses engagements oraux devant les gens du quartier. Ils ont la très nette impression de s'être faits récupérer, blouser, par les élus de gauche.



# stop à la fin des centres de soins

## INFIRMIERS

### LES CENTRES

Associations gérant des services de soins à domicile et employant pour cela des infirmières salariées, ils sont en danger de mort. Pourquoi ?

La nécessité d'assurer la continuité du service de soins animé dans le passé par les "soeurs infirmières" a été un élément déterminant dans la création des associations de soins à domicile.

En ville, le relais fut surtout assuré par des infirmières libérales ; moins de kilomètres à parcourir, profit plus facile.

En milieu rural, les "soeurs infirmières" voulurent obtenir des garanties sociales égales à celles des autres travailleuses, ce qui a favorisé la naissance d'association capable de garantir leur droit.

Restait ensuite à en trouver la composition.

Ce fut d'abord des congrégations religieuses et des notables du milieu rural, puis peu à peu des militants d'associations familiales (ASF - CSF), de partis politiques et des usagers.

### LES OBJECTIFS

Pour les fondateurs, les animateurs, le personnel soignant de ces associations, l'objectif n'est pas seulement de guérir, mais de prévenir. A savoir, informer les gens afin qu'il prennent connaissance des facteurs conditionnant leur santé, et puissent prendre en charge leur santé tant au plan individuel que collectif.

Ainsi, dans certains quartiers des réunions-débats sont organisées à partir de problèmes concrets posés par les habitants.

Ces associations refusent :

- toute recherche du profit sur la maladie et par conséquent le système de paiement à l'acte qui outre son caractère de travail au rendement, constitue la base fondamentale d'un processus de profit. Donc, les infirmières sont salariées, et pratiquent le tiers payant (qui consiste à ne réclamer au malade que la part de soins qui reste à sa charge soit : 25 %) ;

Ces associations favorisent également :

- le maintien à domicile des personnes âgées ou malades évitant l'hospitalisation prolongée, en leur apportant les soins infirmiers nécessaires à titre préventif et curatif.

### LE SCANDALE

Or, voilà que le décret du 22 avril 1977 de Madame Veil situe désormais les services de soins à domicile gérés par ces associations, dans le cadre d'un statut dit des CENTRES DE SOINS INFIRMIERS.

Ce statut n'engendre que **DES CONTRAINTES** pour ces associations.

#### DANS LE SYSTEME LIBERAL

Pas de tiers payant, le malade doit régler le coût des soins.

On s'installe comme on veut, sans contrôle.



#### POUR LES ASSOCIATIONS

Qui toutes, pratiquent le tiers payant et la permanence des soins 24 H sur 24, LES POUVOIRS PUBLICS EXIGENT :

- Des locaux adaptés et du matériel ;
- la tenue d'un registre pour ceci, un autre pour cela (autre façon de ficher la population) ;
- les centres seront jugés notés et classés (comme à l'école) ;
- les associations paient toutes les charges sociales comme une entreprise. Et bien sûr, on entend leur faire subir un

abattement de 7 à 13 % sur les tarifs (selon la note donnée arbitrairement par un médecin à domicile).

RIEN ne motive cette différence dans le financement d'un acte de même nature, de même importance, réalisé par du personnel soignant de compétence identique (diplôme d'Etat) et qui de surcroît sont dispensés dans le cadre des services de soins des associations, dans des conditions de qualité et de sécurité exigées et contrôlées.

### EN FAIT, CE N'EST PAS UNE SURPRISE

La préoccupation actuelle des politiciens de la santé est de créer et de maintenir une situation dans laquelle la santé s'inscrit dans un processus de consommation médicale et pharmaceutique et par conséquent constitue une source de profit.

La démarche des associations caractérisée par ses objectifs de prévention se situe en contradiction avec ce schéma de profit.

### PREVENIR =

### PROFIT MOINDRE

Mais avant tout, c'est la forme de gestion des centres de soins qui est visée. Le pouvoir n'admet pas que les usagers puissent prendre en charge leur santé.

Pour le système, la santé est la propriété exclusive de ceux qui ont la science, et ils sont seuls qualifiés pour s'en occuper.

D'autre part, n'importe quel médecin ou infirmière peut s'installer sans contrôle et peut organiser sous sa responsabilité avec du personnel salarié, un service de soins comparable à ceux des associations : Aucune contrainte ne lui sera formulée.

Donc, au nom du principe dit LIBERAL, on réprime la liberté des infirmières, voulant exercer leur profession en qualité de salariées dans les associations.

Plus d'une centaine d'infirmières en Loire Atlantique exercent leur profession dans le cadre d'une association :

- d'une part, pour la meilleure qualité du service de soins ;
- d'autre part, pour le meilleur équilibre de leur vie professionnelle et familiale.

Si vous voulez soutenir leur action, signez le feuillet ci-dessous et envoyez le sous enveloppe non affranchie à Monsieur le Président de la Caisse Primaire de Nantes, Place de Bretagne.

Les infirmières du centre de soins - Bouaye - Sorinières

## PETITION

Monsieur le Président,

Je condamne la discrimination faite à l'encontre des infirmières salariées des centres de soins.

J'exige que vous preniez immédiatement toutes dispositions rétablissant les mêmes conditions d'intervention et de remboursement pour les soins dispensés, que les infirmières salariées ou qu'elles soient travailleuses indépendantes libérales.

A ..... LE.....

NOM .....

ADRESSE .....

Signature.

# qui sont les antinucléaires du Pellerin ?

A ce niveau les populations se posent des questions :

- d'abord un comité de défense, association déclarée et fondée en 1976, ouvert à tous et représentant largement les populations, toujours actif ;
- après les élections législatives, un groupe Ecologie 44 Pays de Retz essaie de s'organiser.

Pour qui, pour quoi ?

L'objectif annoncé était de s'intéresser aux problèmes écologiques de l'ensemble du Pays de Retz (Lac de Grand-Lieu, remembrement à Machecoul, problèmes industriels de Paimboeuf) et pas seulement nucléaires. Intention louable.

En fait, il n'en est pas ainsi puisque les éléments organisateurs se permettent de tirer profit des informations concrètes des comités de défense du Pellerin et de Cheix et compenser ainsi leur déception acquise lors de différentes campagnes électorales.

L'objectif de leur lutte est une critique systématique des élus locaux et des "personnes notables" pour créer une division entre les opposants au nucléaire alors que tous ont largement pris part au boycott de l'enquête d'utilité publique orchestrée par les comités de défense et que finalement pour une lutte concrète, quel que soit l'apport politique ou autre des gens, l'essen-

tiel est qu'ils luttent contre le nucléaire qui est notre objectif commun.

Les faits sont là : la lutte personnelle qu'entendent mener ces éléments organisateurs a récemment amené ceux-ci à des actions malhonnêtes puisque lors d'une fête organisée à Rennes pour le GFA du Pellerin, ils n'ont pas trouvé mieux que d'accepter de Rennes 2000 F. en faveur des comités de défense du Pellerin et de Cheix, et contrairement à ce qui aurait dû se passer, cet argent n'est jamais parvenu au comité ; par contre, il semble bien que ce groupe folklorique veuille s'attribuer cette somme.

Trompés par leurs propres organisateurs, les membres d'Ecologie 44 Pays de Retz ne sont naturellement pas mis en cause.

Comité de Défense du Pellerin et de Cheix.

## 85-NUCLEAIRE

sur le terrain...

Le CRIN Vendée tient un stand à la Foire Exposition de la Roche-sur-yon du 4 au 8 mai. N'oubliez surtout pas de leur rendre visite...

Prochaine réunion du CRIN, jeudi 11 mai, 20h30, Bourse du travail, La Roche-sur-yon.

Le 16 mai, sous réserve de confirmation, projection de "Nucléaire, danger immédiat"

La campagne d'autoréduction 15% EDF continue et s'amplifie CRIN 85, 74, rue des Pervenches 85000- La Roche-sur-yon.



le chant

des grenouilles

(pédés, gouines et autres)

Une tentative pour se rencontrer, se reconnaître, échanger.

Une possibilité, peut-être d'organiser quelque chose ensemble, ou de réagir contre certaines situations (procès, violences etc...)

Convergences d'errances, pouvant ou non sympathiser pour essayer de vivre notre sexualité loin des ghettos où l'on veut nous assigner.

Pour tout contact : librairie 71, rue Jean Jaurés Nantes.

Rencontre le mardi 9 mai à 21 heures à la Fraternité Protestante.

## BellaVITA

185 personnes de la région, de professions diverses, ont signé la pétition en faveur de Bellavita.

Les gens intéressés peuvent consulter la liste des signataires à l'APL.

La pétition continue, envoyer vos signatures à : APL (Bellavita) .



# le nucléaire aux A.C.B et ceux qui les fabriquent les centrales, qu'en pensent-ils?

Bien sûr, les contre-arguments ne manquent pas: il est possible de fabriquer autre chose il faut repenser la production, le travail, et de toute façon, au moins en ce qui concerne la région, "l'emploi nucléaire" sera toujours dérisoire.

Mais c'est difficile de résister au "réalisme" immédiat, surtout dans les temps actuels...

Mais le fond du problème n'est sans doute pas là.

Il est plutôt dans le rapport qu'ont les gens à leur boulot, l'importance qu'a pour eux leur métier, le résultat de leur travail.

Ce qu'on fabrique pour le nucléaire, c'est assez souvent très "anonyme" d'apparence: des tuyaux en inox, c'est toujours des tuyaux en inox, qu'ils soient destinés à une usine quelconque ou à une centrale nucléaire. Ce n'est pas comme si on fabrique des obus ou des tanks: là on échappe moins facilement à l'évidence de la destination du produit. Et encore. Allez demander aux ouvriers de chez Dassault s'ils rêvent toutes les nuits de mirages bombardant le Sud-Liban?

Surtout, rien n'est fait, au contraire, pour rendre les ouvriers responsables de ce qu'ils produisent.

Comme le dit l'interview du copain de Vertou: On te donne un plan, sans t'expliquer de quoi il s'agit, où ça va, à quoi ça sert. C'est le plus souvent un travail complètement anonyme et coupé de l'utilité finale du produit.

Ce qui compte, c'est de bien faire la pièce "comme sur le plan" respect des côtes, etc...

Quand on parle du nucléaire, on pense surtout au résultat: les horribles masses de béton, entourées de barbelés et de flics suant la mort lente.

Mais pour l'instant, on les construit, les centrales. Des milliers d'ingénieurs, de techniciens, et aussi d'ouvriers, sont au travail.

Et alors, les ouvriers, les syndiqués, quel effet ça leur fait? Ça ne les révolte pas, ça ne les écoeure pas?

Pas si simple!

Il y a bien sûr une première chose très élémentaire, très grossière, qui empêche d'aborder le problème librement:

le chantage à l'emploi.

On l'a bien vu l'autre semaine, quand les ACB ont annoncé triomphalement une grosse commande EDF (qui, soit dit en passant, va donner du travail à... une vingtaine d'ouvriers, tout au plus, étalée sur 10 ans).

La métallurgie Nantaise se meurt doucement, pour éviter le pire, il faut vivre avec son temps, disent les patrons: vous voulez travailler au pays? Travaillez nucléaire.

La technicité, le savoir faire, l'intérêt qu'éventuellement l'ouvrier met dans son travail, s'arrêtent là, par force: ce qu'il a à faire, c'est une pièce, le reste, on ne lui demande pas de s'en occuper, que ce soit pour une centrale nucléaire ou une usine à Spaghettis (il paraît qu'on va faire ça aussi, aux ACB: on est très polyvalent)! ça n'est pas l'affaire des ouvriers.

Et d'ailleurs, les ouvriers s'en foutent un peu, en réalité, même si c'est frustrant.

Ce travail, on vous l'impose. L'usine, le boulot, l'exploitation, l'oppression quotidienne, ça n'est pas vous qui les avez voulus comme ça, on est là pour gagner sa croûte, pour vendre sa force de travail le plus cher possible au patrons: et ça c'est déjà un combat quotidien.

Ce que le patron en fait, après, de notre travail, beaucoup pensent: après tout, c'est son affaire. On ne va pas en plus se tracasser, se sentir responsables, coupables même, pour cela.

Pour les anciens, ou les professionnels très qualifiés, il y a la fierté du boulot bien fait, la dignité qu'on trouve dans une certaine compétence professionnelle: alors, se dire que ce que l'on fait, c'est de la merde, souvent on préfère ne pas trop y penser, et ne voir que l'aspect "technique".

C'est un peu pareil pour les ingénieurs et les techniciens, qui s'investissent beaucoup plus dans leur travail et sont un peu victimes du mythe de la technicité, de la "science" d'autant plus que la plupart du temps, ils n'ont aucune vue d'ensemble des problèmes des données réelles, tellement le travail est parcellisé. Ils travaillent suivant les normes qui leur sont fournies par EDF, le CEA, sans être sûrs de la validité des données de base.

Mais cet attachement au boulot, bien des travailleurs, surtout parmi les jeunes ouvriers, ne l'ont pas: le travail de plus en plus déqualifié, répétitif, l'ambiance, tout concours plutôt au "ras le bol". Mais ce "ras le bol" englobe du coup indistinctement tout ce qui se rattache à l'usine, au travail: on vient passer 8 h à la boîte, pour gagner sa croûte, un point c'est tout. Ce qu'on y fait, pourquoi on le fait, on ne veut surtout pas trop y penser.

Enfin, il y a l'impression d'être en face d'une machine gigantesque et impossible à arrêter si "ils" ont décidé de les faire les centrales, avec les milliards qui sont en leur pouvoir économique qu'"ils" ont, comment pourrait on les en empêcher?

Alors, tous apathiques, tous passivement complices, les travailleurs du nucléaire?

Non, Mais le plus souvent, la prise de conscience, c'est du dehors qu'elle vient.

Il y a ceux qui habitent pas trop loin du Pellerin.

Il y a ceux qui se sentent écologistes, ou plus simplement qui aiment la pêche à la ligne.

Et puis il y a ceux qui ne veulent pas tout subir, qui pensent qu'il faut essayer de comprendre, de se battre et de faire comprendre aux autres l'importance de la lutte anti-nucléaire.

Et aux manifestations du Pellerin, l'année dernière, il y avait des travailleurs des ACB.

Correspondant APL

## le nucléaire en pièces:

### un fraiseur des a.c.b parle de son boulot.

"bossier pour le nucléaire? C'est pas vraiment comme si on avait le choix...

Avant, on faisait des culasses pour les moteurs de bateaux des petites, moyennes, des grosses, 500 kg, 1 tonne. J'aimerais bien les voir montées. Je les ai toujours vues toutes seules, comme ça. On te donne ça à faire mais t'as jamais la possibilité de les voir sur le moteur, dans le bateau... c'est pas que j'adore le boulot mais une fois comme ça par curiosité, ça me plairait de voir ce que ça donne.

Dans le temps, les ACB faisaient des culasses pour les bateaux et les envoyaient dans le monde entier, en Finlande, aux Japonais, partout... mais maintenant le nucléaire prend de plus en plus d'importance. Il paraîtrait qu'avec la nouvelle commande d'EDF on en a pour 12 ans de taf...

En ce moment, je fais des grosses casseroles pour les machins nucléaires. Nous, on appelle ça les soucoupes volantes: des trucs qui font 2-3 mètres de diamètre. J'en ai 80 à faire, je crois. Les 30 pièces que je viens de faire, elles sont nases, la machine sur laquelle je travaille elle déconne. Je sais pas à quoi ça sert. Ils te le disent pas. Ils t'amènent le plan: "voilà faut faire ça". Tu sais pas trop ce que c'est, où ça va... Ils te disent ce que tu as à faire et puis roule...

Je suis sûr que la majorité des gars savent pas à quoi ça sert les pièces qu'ils font. Faut dire aussi que quand t'as bossé 20 ans dans la boîte, le boulot est tellement agréable que t'as

### BOSSER POUR LE NUCLEAIRE



LA DEPRIME... DE RISQUE

pas tellement envie de t'en affoler pis de poser des questions.

Le nucléaire, j'en ai causé un peu avec les gars, mais ça accroche pas terrible et puis de toutes façons qu'est ce que tu veux qu'on fasse, c'est baisé. Y a plein de boîtes, s'il y avait pas ça, y aurait plus de boulot. Remarque je pense qu'il aurait des trucs à faire plus intéressants que le nucléaire, mais c'est pas évident.

Y a des gars qui font des pièces pour le nucléaire parce que c'est ça le boulot et qui, à côté de ça, vont aux manifs contre la Centrale du Pellerin. On t'acceptes le boulot, ou tu prend ton sac... t'es coincé...

Enquête APL

## LES "STAGIAIRES BARRE" s'organisent en comité



Un comité de "stagiaires Barre" vient de se constituer dans le département. Il s'est donné pour mission de rassembler tous les jeunes qui ont, à l'automne dernier, été recrutés dans les entreprises sur les différents stages emploi-formation.

L'objectif du comité est d'informer sur la situation des stagiaires et de contacter ces stagiaires pour dresser une plate-forme revendicative.

Ses premières revendications sont: d'obtenir l'A.S.S.E.D.I.C. pour les stagiaires non-employés à la fin du stage et un rappel de paie pour les stagiaires de moins de 18 ans (qui ne gagnent qu'un peu plus de 400 F par mois).

Le comité invite tous les stagiaires à participer à la manifestation du 1er mai, dans un premier temps, et dans un deuxième temps à une réunion le lundi 8 mai, à 20 H 30

26 bis bd Robert Schumann.

**RESULTAT****DU MATCH****2 MORTS  
1 DISPARU**

18 heures, Place du Change ; on prend le soleil comme d'habitude entre les gens de passage.

Soudain, c'est la métamorphose : on installe des miradors, des civils se changent en militaires et joueurs de foot.

La foule, environ 200 personnes) commence à s'amasser, délimitant le futur stade du délire.

C'est le coup d'envoi de la journée internationale du boycott de l'organisation de la coupe du monde par l'Argentine, au rythme d'un tango (en deux temps) - l'animation en sol majeur ; - et le "défilé" en la mineur.

**ANIMATION**

Sur un commentaire de match entrecoupé d'interventions informatives quant à la répression en Argentine, les rapports sport-politique et la nécessité du boycott.

Les joueurs prenant leurs pieds autour de rondes permanentes des militaires; malgré la petitesse du terrain, des "longueurs" se firent sentir pour cette nouvelle forme d'animation. "La grande fête du football" n'était pas vraiment présente.

Quelques discussions ça et là éclairent le sujet ; telle la suivante entre une militante bretonne et un spectateur :

- "tu ne crois pas que l'Argentine c'est un peu loin ? C'est vrai, la répression existe, mais les copains du F. L. B. qui sont actuellement détenus, on n'en cause pas beaucoup".

- le spectateur : "mais l'occupation par l'armée des usines Renault à Cordoba, l'arrestation et la répression des militants syndicalistes, ça nous concerne aussi. Et de toute façon, quand on lutte contre la répression, on ne peut être que solidaires de tous les peuples".

**MANIFESTATION**

Devant le nombre de participants, les membres du COBA proposent alors, joueurs en tête de manifester en ville aux cris de "pas de football entre les camps de concentration", "la coupe est pleine, videz, videz, Vidéla", "Pas de Mondial de la torture" etc...

Slogans d'ailleurs peu repris par les manifestants dans une ville relativement désertée à cause du week-end du 1er Mai.



Au delà d'une semaine d'action qui a vu quatre soirées-débats à Nantes, et s'est terminée par cette animation-rues de vendredi, le soutien au peuple argentin doit s'accroître à l'approche du Mondial.

Quelques fidèles supporters....

Prochaine réunion du COBA :  
LE MERCREDI 3 MAI à 20 H 30  
26 bis boulevard R. Schumann  
44300 NANTES

**les 3 A ...**

film sur l'Alliance Anti-marxiste argentine passera à Nantes le Vendredi 5 Mai. Ça, c'est

sûr, mais on ne sait pas encore très bien où, ni à quelle heure. Petits détails. Suffira, dans la semaine à venir, de téléphoner à l'APL, ou de consulter vos petits quotidiens bien-aimés. O.K.

**SPORT ET  
POLITIQUE**

Faculté de Droit de Nantes

- Mercredi 10 mai 20h

Conférence de J.M BROHM  
"le sport et la politique"  
suivi d'un débat et d'un montage du COBA

- Jeudi 11 mai 20h

Animation avec D. DENIS  
(SGEN-CFDT) = "Pédagogie et Sport" Débat avec des membres du Mouvement Football Progrès et diffusion d'un film.

# CETTE SEMAINE

16

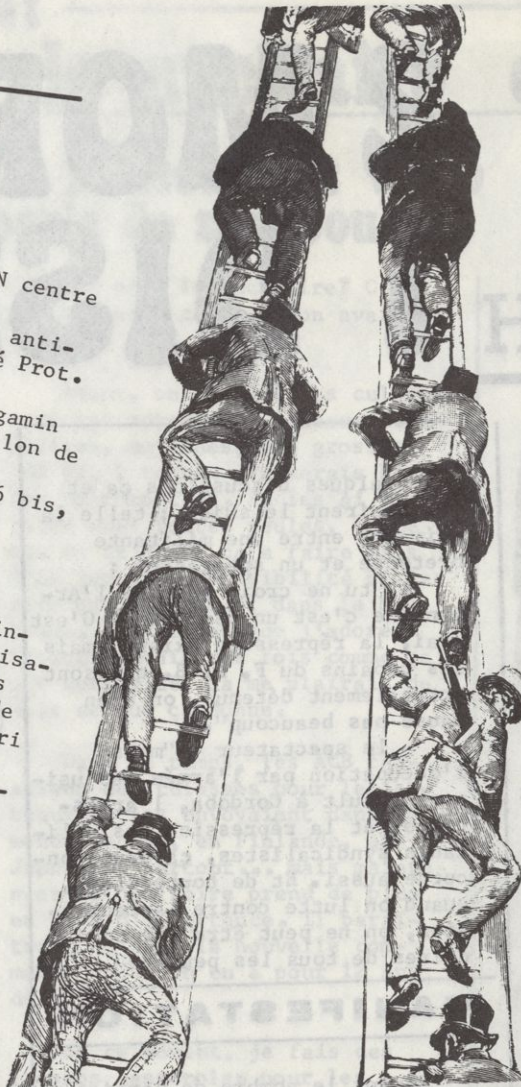
**MERCREDI 3 MAI**  
-NANTES-

20H 30 Réunion GRIN centre  
26bis Bd Schuman  
20H 30 Coordination anti-  
marée noire, Fraternité Prot.  
rue Amiral Duchaffault  
20H 30 Réunion anti-gamin  
niveau 8, local ASF, Sillon de  
Bretagne  
20H 30 Réunion COBA, 26 bis,  
Bd Schuman, Nantes

-St Nazaire-  
20H 30 réunion du GRIM,  
(groupe de recherche et d'in-  
formation contre la militarisa-  
tion). Permanences tous les  
Mercredi à partir du 10 mai, de  
18 à 20h. au 33, rue de l'abri  
familial.

**LES 5, 6, 7 MAI**

Fête de la Presqu'île gué-  
randaise. Salle des Sports,  
au **POULIGUEN**.  
le 5 mai, 21h, Théâtre mi-  
litant.  
le 6 mai, 21h, soirée Folk.  
le 7 mai, animation continue,  
avec Fest Noz à 21h (Ar Sonerien  
Du)



**Samedi 6 Mai**  
Festival immigration. Film à  
20h : "Etrange étranger" à la  
Bourse du Travail, rue Arsène  
Leloup. NANTES.

**DIMANCHE 7 Mai**

Festival immigration.  
Montage audio-visuel. Chants et  
poèmes portugais, tunisiens etc...  
à la Bourse du Travail.

**LUNDI 8 Mai**

20H 30: réunion des "stagiaires  
Barre" 26 bis Bd Schuman

**MARDI 9 Mai**

**CINEMATHEQUE;**  
20H30 : "Le journal d'une fille  
perdue"  
22H30 : "Miss Europa" de Augus-  
to Gmna

21H : réunion du Chant des Gre-  
nouilles, Fraternité Protestan-  
te, rue Amiral Duchaffault

**MERCREDI 10 Mai**

20H : Sport et politique, à la  
Fac de Droit, avec le COBA, J.M.  
BROHM, conférence-débat.

## SOMMAIRE

### OUVRIERS

"La misère en uni-  
forme".....P 2-3  
Thiriet-Cattin,  
vous connaissez?...P 4  
Constructions na-  
vales.....P 4  
Collectif anti-  
GAMIN.....P 4

### PAYSANS

Marchands d'hommes  
en agriculture....P 5-6  
Nozay: soutien à la  
famille Rabut P 6  
Les joyeux enquê-  
teurs du rectorat P 6

### DOSSIER P.O.S.

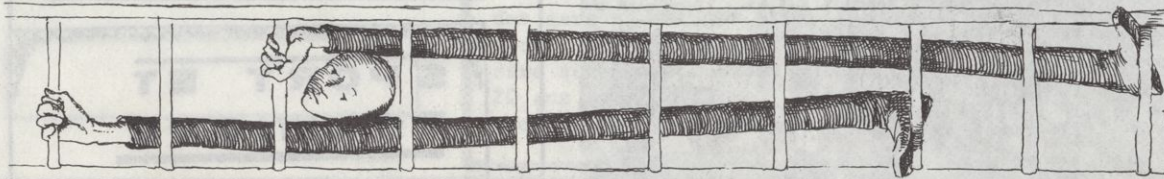
Du vieux P.O.S fai-  
table rase.....P 7-8  
9-10

### SANTE

Stop à la fin des  
centres de soins..P 11

### NUCLEAIRE

Qui sont les anti-  
nucléaires?.....P 12  
Le nucléaire aux  
ACB.....P 13  
Stagiaires "Barre" P 14



INTERNATIONAL

Résultat du match,  
2morts, Idisparu....P 15

## ABONNEMENT APL

Un trimestre :  12 numéros : 25 F    Soutien : 40 F  
Un semestre :  24 numéros : 50 F    Soutien : 80 F  
Un an :  48 numéros : 100 F    Soutien : 150 F

NOM : ..... Prénom : .....  
Adresse : .....

Mettre le chèque à l'ordre des **Nouvelles Éditions de l'Ouest**  
et l'envoyer à l'**APL**, 26 bis boulevard R.-Schumann — 44300 NANTES

3 numéros gratuits     8 numéros 10 frs  
Réservé aux personnes à qui tu veux  
faire connaître le journal

### REUNION DE REDACTION

le vendredi: 21 h  
ouverte à tous.

### PERMANENCES

Tous les jours: 17-19 h  
Telephone: 76 26 33